

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n°2/2023 (Séance publique)

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES RELATIF A LA CONCEPTION, LE DEVELOPPEMENT ET LE DEPLOIEMENT D'UN NOUVEAU SITE WEB DE LA CAISSE DE COMPENSATION (LOT UNIQUE)

Le présent appel d'offres est lancé conformément aux alinéas 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.

| | | | |
|-----------|---|---|-----|
| Article 1 | : | OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON | 4 |
| Article 2 | : | CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES | 4 |
| Article 3 | : | MAITRE D'OUVRAGE | 5 |
| Article 4 | : | DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES | 5 |
| Article 5 | : | PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHE | 5 |
| Article 6 | : | REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AUX MARCHES | 5-6 |
| Article 7 | : | VALIDITE DU MARCHE- DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE | 6 |
| Article 8 | : | SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL | 6 |
| Article 9 | : | ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE | 6 |
| Article10 | : | NANTISSEMENT | 7 |
| Article11 | : | SOUS-TRAITANCE | 7 |
| Article12 | : | DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE | 8 |
| Article13 | : | APPRECIATION DES RAPPORTS ET DOCUMENTS ANNEXES | 8 |
| Article14 | : | RECEPTION PROVISOIRE | 8 |
| Article15 | : | RECEPTION DEFINITIVE | 8 |
| Article16 | : | NATURE DES PRIX | 9 |
| Article17 | : | CARACTERE DES PRIX | 9 |
| Article18 | : | CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF | 9 |
| Article19 | : | RETENUE ET DELAI DE GARANTIE | 9 |
| Article20 | : | ASSURANCES - RESPONSABILITE | 9 |
| Article21 | : | PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE | 9 |
| Article22 | : | MODALITES DE REGLEMENT | 10 |
| Article23 | : | PENALITES DE RETARD | 10 |
| Article24 | : | RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRE ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC | 10 |
| Article25 | : | DROITS D'ENREGISTREMENT | 10 |
| Article26 | : | CAS DE FORCE MAJEURE | 10 |
| Article27 | : | RESILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES | 10 |
| Article28 | : | LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET CONFLIT D'INTERET | 11 |
| Article29 | : | REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES | 11 |



| | | | |
|-----------|---|---------|----|
| Article30 | : | AVANCES | 11 |
|-----------|---|---------|----|

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

| | |
|---|-------|
| ARTICLE 31 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS | 11-13 |
| ARTICLE 32 : OBLIGATION DU TITULAIRE | 13 |
| ARTICLE 33 : RETRAIT ET/OU REMPLACEMENT DES MEMBRES DE L'EQUIPE | 13 |
| ARTICLE 34 : SECRET PROFESSIONNEL ET PROPRIETE DE L'ETUDE | 14 |
| ARTICLE 35 : BORDEREAUX DU PRIX GLOBAL ET DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL | 15 |

Handwritten mark resembling a stylized 'e' or a checkmark.



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON

Le présent appel d'offres, passé en application de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et du § 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, a pour objet la conception, le développement et le déploiement d'un nouveau site web de la Caisse de compensation à Rabat -lot unique-.

Lieu de livraison : la Caisse de Compensation à Rabat : Av. El Hadj Ahmed Charkaoui, Quartier Administratif Agdal BP 1016 Rabat
Tel 05-37-76-06-06 - fax 05-37-76-50-91

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres, a pour objet la conception, le développement et le déploiement d'un nouveau site web de la Caisse de compensation à Rabat -lot unique-.

2-1 Présentation de la Caisse de Compensation

La Caisse de Compensation est un établissement public créé en 1941 doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Elle est régie par le Dahir portant loi n° I. 74. 403 du 19 septembre 1977 réorganisant la Caisse de Compensation. Elle est placée sous la tutelle du Chef du Gouvernement.

Elle est administrée par un Conseil d'Administration présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'autorité gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Le Conseil dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la bonne marche de la Caisse de Compensation notamment :

- Fixer les opérations qui doivent bénéficier de l'aide de la Caisse de Compensation et celles qui doivent, à son profit, faire l'objet de prélèvements ;
- Déterminer les montants des subventions ;
- Arrêter les budgets, les comptes et décider de l'affectation des résultats ;
- Elaborer le statut du personnel.

2-2 Consistance de la mission

Le nouveau site web doit être conçu afin d'atteindre les objectifs suivants :

- Promouvoir les services de l'établissement.
- Offrir une expérience utilisateur améliorée avec un design moderne et adaptatif.
- Faciliter la gestion du contenu du site web avec un CMS (**Content Management System**) .
- Permettre aux visiteurs de contacter facilement l'établissement.

Les caractéristiques des prestations sont indiquées dans l'article 1 du chapitre II.



ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du présent appel d'offres est le Directeur de la Caisse de compensation.

ARTICLE 4: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Les documents constitutifs du marché issu de cet appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
3. Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché issus de cet appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de services ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue au paragraphe 3 de l'article 36 du CCAG-EMO, le cas échéant.

ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le prestataire est soumis aux dispositions définies par les textes suivants :

- Le Dahir n°1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) portant réorganisation de la Caisse de Compensation ;
- Le Décret n° 2-12-349 du 08 jourmada aloula 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.69 du 3 juin 2019 ;
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n°1-03-195 portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle Financier de l'Etat sur les entreprises publique et autres organismes.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (04/06/2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat, désigné sous le vocable « CCAG-EMO » ;
- La Loi 18-12 relative à la réparation des accidents du travail promulgué par le dahir n°1-14-190 ;
- Circulaire n°72 CAB du 1er ministre du 26/11/90 relative aux modalités d'application du dahir 1/56-211 concernant les garanties pécuniaires exigées des titulaires et adjudicataires des marchés publics.
- L'Arrêté n° 1982-21 du 14 décembre 2021 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et visa par le Contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est requis.

L'approbation du marché issu du présent appel d'offres doit intervenir avant tout commencement de livraison objet de cet appel d'offres. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois si le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons du non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 8 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le suivi de l'exécution du marché issu de cet appel d'offres est confié au service informatique.

ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché en application des dispositions de l'article 153 du décret n°2-12-349 précité.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le prestataire pourra bénéficier du régime institué par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics. Dans le cas d'une affectation en nantissement de marché, il est précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Directeur de la Caisse de Compensation ;



- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation et sont établis sous sa responsabilité ;
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 précitée ;
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la Caisse de Compensation, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;

Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Les frais de timbres de cette copie ainsi que ceux de l'original conservé par la Caisse de Compensation sont à la charge du prestataire.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 24 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics précité.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises, une coopérative, une union de coopératives et un autoentrepreneur.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché est fixé à **4 mois** et prendra effet à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer les prestations.

Chaque phase fera l'objet d'un ordre de service de commencement des prestations y afférentes.

Le prestataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réaliser sa mission dans les bonnes conditions. Ce délai est réparti selon les phases prévues au titre de cette mission et ce, comme suit :

- 1- **Phase 1** : la durée est fixée à **un mois** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service de commencement de l'exécution des prestations de cette phase.
- 2- **Phase 2** : la durée est fixée à **deux mois** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service de commencement de l'exécution des prestations de cette phase.

- 3- **Phase 3** : la durée est fixée à **un mois** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service de commencement de l'exécution des prestations de cette phase.

ARTICLE 13 : APPRECIATION DES RAPPORTS ET DOCUMENTS ANNEXES

A l'issue de chaque phase, le maître d'ouvrage procède à l'examen du rapport produit par le titulaire. A chaque fois, le maître d'ouvrage se réserve **un délai quinze (15 jours)** pour appréciation.

Le délai précité est décompté à partir de la date de la remise par le titulaire, du rapport et documents concernés.

Durant chaque délai susvisé, le maître d'ouvrage doit :

- Soit accepter le rapport sans réserve ;
- Soit inviter le titulaire à procéder à des corrections ou améliorations pour remettre les documents dans leurs versions définitives ainsi que les copies électroniques correspondantes et ce, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification des remarques soulevées;
- Soit, le cas échéant, prononcer un refus motivé du rapport pour insuffisance grave dûment justifiée.
- En cas de refus d'un rapport, le titulaire est tenu de soumettre au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze 15 jours, un nouveau rapport et la procédure décrite, ci- dessus, est réitérée et ce sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.

Dans tous les cas, les frais de reprise des rapports sont entièrement à la charge du titulaire. Les délais que se réserve le maître d'ouvrage pour approuver ces rapports, ne sont pas compris dans le délai d'exécution des prestations objet du présent appel d'offres ouvert.

ARTICLE 14 : RECEPTION PROVISOIRE

Il sera procédé à une réception provisoire partielle au titre de chaque phase qui sera constatée par procès-verbal établi à cet effet et ce, après la réalisation des prestations conformément aux conditions requises.

La dernière réception provisoire vaut réception provisoire du marché.

ARTICLE 15 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée après l'achèvement de l'ensemble des prestations objet du présent marché et l'expiration du délai de garantie prévu par l'article 19 ci-dessous.

La réception définitive sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 16: NATURE DES PRIX

Le marché issu du présent appel d'offres est un marché à prix forfaitaire toutes taxes comprises.

Le prix doit être libellé en dirhams marocains. Le prix du marché issu du présent appel d'offres est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de services y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais ainsi qu'une marge de bénéfice et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.



ARTICLE 17 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

15-1 Cautionnement provisoire

- Le montant du cautionnement provisoire ou de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de : **Mille cinq cent Dirhams (1.500,00 DH)**
Il est constitué dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

15-2 Cautionnement définitif

- Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur et doit être constitué dans les trente (30 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive de la totalité des prestations objets du marché.
- Il sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive de la fourniture.
- En cas de groupement, le paragraphe C de l'article 157 du décret n°2-12-349 précité sera appliqué.

ARTICLE 19 : RETENUE ET DELAI DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G.-EMO il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Le délai de garantie est fixé à **6 mois** à compter de la réception provisoire du marché.

Article 20: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Les assurances et responsabilités se feront conformément aux dispositions de l'article 20 du C.C.A.G.-EMO tel qu'il a été modifié par le décret N° 2-05-1434 du 28 décembre 2005.

ARTICLE 21 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le titulaire garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement sera effectué après la réception des prestations dans un délai de **60 jours** selon les modalités suivantes :

- **50 %** du montant du marché à l'issue de la **réception provisoire** des prestations ;
- **50%** du montant du marché à l'issue de la **réception définitive** des prestations.

Le règlement sera effectué sur présentation des factures datées et arrêtées en toutes lettres, certifiées exactes et signées par le titulaire, qui doit en outre rappeler l'intitulé exact de son compte courant bancaire et l'objet de son marché.

ARTICLE 23 : PENALITES DE RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir réalisé les prestations objet du présent marché, dans les délais précités, il lui sera appliqué, sans préjudice de l'article 42 du C.C.A.G. – EMO, une pénalité journalière de retard fractionnée à un millième (1/1000) du montant initial du marché, plafonnée à 10 % du montant initial du marché, éventuellement modifié ou complété par des avenants intervenus.

ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Le prestataire non-résident demeure assujéti à tous les impôts et taxes conformément aux dispositions fiscales prévues par les lois et règlements en vigueur au Maroc.

ARTICLE 25 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application des dispositions de l'article 6 du CCAG-EMO, le titulaire du marché acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, il sera procédé à l'application des dispositions de l'article 32 du CCAG-EMO.

ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE ISSUS DU PRESENT APPEL D'OFFRES

La résiliation du marché qui résultera du présent appel d'offres peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Les dispositions de l'article 168 du décret 2-12-349 précité s'appliquent.



ARTICLE 29: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation et l'exécution du marché et ce, quelle que soit la nature du différend conformément aux articles 53 et 54 du CCAG- EMO.

Tout litige entre l'Administration et le prestataire est soumis aux tribunaux compétents et ce, conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG- EMO.

La législation qui régit le marché et conformément à laquelle celui-ci doit être interprété, est la législation marocaine.

ARTICLE 30: AVANCES

Aucune avance n'est prévue au titre du marché découlant du présent appel d'offres.



CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 31 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS

1. Fonctionnalités demandées

Le nouveau site web doit offrir les fonctionnalités suivantes :

- Pages d'accueil et de présentation de l'établissement.
- Pages de services avec de nouvelles images et des descriptions détaillées.
- Pages réservées au personnel de l'établissement avec accès sécurisé (login et mot de passe) : Avis internes, Avis association des œuvres sociales, Autres informations ...
- Formulaire de contact pour les demandes de renseignements.
- Blog pour les articles d'actualité et les informations sur les services.
- Recherche interne pour faciliter la navigation.
- Intégration des réseaux sociaux pour permettre aux visiteurs de partager facilement le contenu du site web.
- Conception de pages facile à utiliser pour l'éditeur de contenu.

2. Design

Le site web doit avoir un design moderne et adaptatif (**responsive web design**) qui fonctionne sur tous les appareils et qui s'adapte aux différentes résolutions d'écrans. La conception doit être professionnelle, intuitive et facile à utiliser pour les visiteurs. Les couleurs, les polices et les images doivent être cohérentes avec l'image de marque de l'établissement et validées par le service informatique de la Caisse de Compensation.

3. Contenu

Le contenu du nouveau site web doit être migré depuis l'ancien site web de la caisse de compensation (www.cdc.gov.ma), y compris les images, les textes, les vidéos et les liens. Le contenu migré doit être **réorganisé** de manière **claire, intuitive et facilement accessible** pour les visiteurs. Du contenu nouveau sera également ajouté en concertation avec les responsables de l'établissement.

4. CMS (Content Management System)

Le site web doit être basé sur une version récente et stable du CMS **WordPress** pour faciliter la gestion du contenu. Le CMS doit être facile à utiliser pour l'éditeur de contenu et permettre la création de pages, la modification de contenu et l'ajout de nouveaux services. Le CMS doit offrir également des mises à jour fréquentes et gratuites.

5. Langue du site web

Le site web est entièrement bilingue. Il intègre deux versions : Version arabe et version française.



6. Référencement

Le site web doit être optimisé pour les moteurs de recherche afin d'améliorer sa visibilité et son classement sur Google. Ainsi, il devra être développé selon les bonnes pratiques SEO (Search Engine Optimization) en vigueur, notamment en termes de balisage HTML, d'architecture de site, de vitesse de chargement et de qualité du contenu.

Les éléments suivants devront donc être pris en compte :

- Recherche de mots-clés pertinents pour le secteur et l'activité ;
- Optimisation des balises title, meta description et header ;
- Mise en place d'une structure de liens internes cohérente.
-

7. Phases du projet

Le présent projet est décliné en 3 phases principales chacune validée à son terme par le comité de suivi:

Phase 1 : Choix du design et des menus

Durant la phase 1 du projet, le prestataire sera invité à bien cadrer les besoins de la Caisse de Compensation et à proposer au moins 3 variantes de conception et de design (Template) pour le site web.

Des réunions seront tenues dans les locaux de la Caisse de Compensation afin de valider le choix du design et des éléments du menu.

Livrable de la phase 1 :

Un rapport sur les besoins et recommandations de la Caisse de Compensation, sur le choix du design et des menus.

Phase 2 : Développement du site web, intégration du Template et migration des données

Cette phase consiste à développer le site web, intégrer le Template choisi en phase 1 dans le CMS et migrer les données de l'ancien site web de la Caisse de Compensation vers le nouveau site web.

Durant cette phase, du contenu nouveau sera également ajouté en concertation avec les responsables de l'établissement.

Livrable phase 2 :

Un rapport sur l'intégration du Template et migration des données.

Phase 3 : tests et déploiement

L'objectif de cette phase est de valider le produit final après que tous les tests aient donné satisfaction à l'ensemble des responsables de la Caisse de Compensation.

Lancement du portail en version de test : durant cette phase, le site sera lancé en version de test pour rectifier les éventuels bugs ou changement mineurs du contenu.

Lancement et validation de la version finale du portail.

Accompagnement de la mise en œuvre du nouveau site web.

(L'hébergement du nouveau site web est à la charge de la Caisse de Compensation).



Livrable phase 3 :

- Rapport d'essais du portail
- Manuels d'utilisateur
- Portail fonctionnel.

ARTICLE 32 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

L'équipe du titulaire devra au minimum disposer des qualifications professionnelles suivantes (étant entendu qu'une même personne peut être proposée pour plus d'une spécialité):

- Capacité de conduite des projets (spécialement pour le chef projet)
- Réalisation de site web
- Communication

ARTICLE 33 : RETRAIT ET/OU REMPLACEMENT DES MEMBRES DE L'EQUIPE

Sauf dans le cas où l'Administration en aura décidé autrement, aucun changement ne sera apporté au personnel clé. Si, pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres clés de l'équipe, le titulaire fournira une personne de qualification égale ou supérieure qui devra recevoir l'approbation du comité de suivi.

b. Si l'Administration (i) constate qu'un des membres du personnel s'est rendu coupable d'un manquement sérieux ou est poursuivi pour crime ou délit, ou (ii) a des raisons suffisantes de ne pas être satisfaite de la performance d'un membre du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'Administration, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience seront soumises à l'approbation du comité de suivi.

c. Le titulaire ne pourra prétendre à aucun paiement au titre des coûts supplémentaires éventuels résultant du retrait et/ou remplacement du personnel.

ARTICLE 34 : SECRET PROFESSIONNEL ET PROPRIETE DE L'ETUDE

Le Titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Sans autorisation préalable de l'Administration, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Administration des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

Après leur approbation, les documents et rapports fournis par le prestataire resteront la propriété exclusive de l'Administration, étant entendu que les conseils et recommandations donnés par le prestataire sont exclusivement fournis à l'Administration pour ses propres besoins liés. L'Administration sera libre d'utiliser ces documents et rapports aux fins qu'elle jugera utiles. Le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser les rapports qu'il a produit dans le cadre de cette mission ou tout autre document à des fins indépendantes du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres.

Tous les documents ayant servi pour l'élaboration du site web doivent être restitués par le Titulaire au Maître d'ouvrage.



ARTICLE 35 : BORDEREAU DU PRIX GLOBAL/DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL**1. Bordereau du prix global**

| N° prix | Désignation de la prestation | Prix forfaitaire Hors TVA |
|----------------|---|------------------------------|
| 1 | Conception, développement et déploiement d'un nouveau site web de la Caisse de Compensation | |
| Total hors TVA | | |
| Taux TVA | | 20% |
| Total TTC | | |

2. Décomposition du montant global

| N° PRIX | DESIGNATION PRESTATIONS | DES | Quantités forfaitaires | Prix forfaitaire hors TVA | PRIX TOTAL EN CHIFFRE |
|----------------|---|-----|---------------------------|------------------------------|--------------------------|
| 1 | Phase 1 : Choix du design et des menus | | 1 | | |
| 2 | Phase 2 : Développement du site web, intégration du Template et migration des données | | 1 | | |
| 3 | Phase 3 : tests et déploiement | | 1 | | |
| Total hors TVA | | | | | |
| Taux TVA (20%) | | | | | |
| Total TTC | | | | | |

Fait à le
(Signature et cachet du concurrent)



PAGE 15 ET DERNIERE

En application des dispositions du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Appel d'offres ouvert (séance publique) n°02/2023 ayant pour objet la conception, le développement et le déploiement d'un nouveau site web de la Caisse de compensation à Rabat -lot unique-.

| Service Informatique | |
|--|--|
| LE MAITRE D'OUVRAGE  Directrice de la Caisse de Compensation par Intérim Signature: Rachida AABAD Rabat, le..... 22 MAI 2023 | LE CONCURRENT Lu et accepté Rabat, le..... |

